

voulu combattre l'inflation à tout prix, mais nous avons dû payer beaucoup trop cher. Chose regrettable, le gouvernement est responsable de cette initiative; il a tardé à s'attaquer à l'inflation et il tarde à s'en désintéresser. Il a pris tellement de temps à se rendre compte de la situation qu'il a dû exagérer.

Le premier ministre (M. Trudeau) aurait déclaré, le 23 décembre dernier, que l'inflation avait été jugulée. Monsieur l'Orateur, il se peut que l'inflation ait été jugulée temporairement, mais en encourageant les Canadiens à penser que l'inflation a été matée, le premier ministre du Canada les induit en erreur. Les hausses de salaires enregistrées au cours des six derniers mois ne peuvent que se répercuter sur les prix en 1971. Le marché des obligations, le meilleur baromètre de la politique économique du gouvernement, contredit la déclaration du premier ministre, suivant laquelle l'inflation aurait été jugulée. Les taux d'intérêt pour les prêts à long terme demeurent très élevés et le rendement des valeurs à long terme n'a pratiquement pas changé.

Le ministre des Finances de l'Ontario, M. MacNaughton, a demandé, le 7 décembre dernier, au gouvernement fédéral d'accroître le rendement de notre économie—de stimuler l'économie des régions à forte expansion. Dans une mise en garde, il a averti les autorités provinciales et municipales qu'au cas où Ottawa continuerait à pratiquer une politique de faible croissance, elles seraient obligées d'emprunter à des taux élevés d'intérêt ou d'augmenter leurs impôts. S'il est une mesure que le ministre des Finances aurait dû prendre immédiatement, c'est bien la suppression de la surtaxe de 3 p. 100. Les Canadiens comptaient sur lui pour annoncer des réductions d'impôt en vue de stimuler l'économie. A la place, il a imposé une taxe additionnelle, pourrait-on dire, en maintenant la surtaxe.

Le Canada ne peut se permettre de laisser durer un chômage excessif. Selon le Conseil économique, le pays a perdu une production de 3 milliards de dollars à cause du niveau élevé du chômage. Ce fait inhumain et honteux ne trouble pas la suffisance du gouvernement. Le ministre des Transports (M. Jamieson) aurait dit le 2 janvier qu'il accepterait un taux de chômage de 6 p. 100, voire de 10 p. 100. Aucun Canadien ne devrait accepter cela, monsieur l'Orateur, et tout représentant des électeurs du Canada qui est prêt à le faire devrait démissionner.

On trouve dans le budget supplémentaire, approuvé dans les dernières heures de séance avant le congé de Noël, un autre indice de l'orientation donnée aux politiques économiques du gouvernement. Il fallait 69 millions de dollars de plus pour financer la dette publique parce que le gouvernement avait dû emprunter plus qu'il ne l'avait prévu. Il a fallu verser aux provinces encore 51 millions de dollars en vertu du Régime d'assistance publique du Canada parce que les assistés qui avaient été forcés d'émigrer au Régime étaient plus nombreux qu'on ne l'avait prévu.

Ce dont le gouvernement ne se rend pas compte apparemment, c'est qu'une fois l'économie ralentie à dessein, on ne peut la ranimer par des discours seulement. Les entrepreneurs qui, il y a quelques années, développaient et stimulaient l'économie, ont été intimidés par les politiques gouvernementales et hésitent à reprendre au point où ils se sont arrêtés. On ne peut changer l'humeur des

[M. Moores.]

gens seulement en tournant un commutateur. Il faut des moyens plus positifs et plus sérieux pour relancer l'économie. Un grand nombre d'entreprises ont ralenti au point où elles ne font que se maintenir; la baisse des taux d'intérêt les empêchera sans doute de faire banqueroute, mais elles ne pourront se développer comme il le faudrait. Parlant de banqueroute, qu'on me permette de dire que la banqueroute intellectuelle semble être le point fort du gouvernement actuel.

Il est d'importance vitale que les vis-à-vis reconnaissent qu'ils ont tort, ne fût-ce que pour l'amour du peuple qu'ils ont choisi de servir.

Les sombres statistiques du chômage constituent la déclaration la plus éloquente qu'on puisse faire sur la faillite de la politique économique du gouvernement. Le ministre des Finances ne peut, ou ne veut pas, offrir le moindre espoir que le pire ne soit pas encore à venir. Il ne peut non plus se rabattre sur une rationalisation statistique, en disant que le taux désaisonnalisé s'améliore. Il a monté le mois dernier, et tout semble indiquer qu'il montera encore beaucoup plus, plus tard, cet hiver. Pourtant, le gouvernement continue, dans la même veine optimiste, à prédire que la situation va s'améliorer bientôt.

Quoi qu'en puisse dire le gouvernement, le chômage est le produit direct de sa mauvaise administration financière. Les députés d'en face doivent certainement comprendre maintenant que leur politique est mauvaise. Je supplie le ministre des Finances de se montrer honnête et sincère avec le peuple. Il faut lui dire la vérité sur la gravité du chômage, et le gouvernement doit publier ses prévisions pour révéler dans quelle mesure la situation peut se détériorer. Ce n'est qu'après avoir admis la gravité de la situation que nous serons en mesure d'y apporter une solution.

Puis-je signaler qu'il est 6 heures, monsieur l'Orateur?

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Moores: Monsieur l'Orateur, comme je le disais à six heures, avant de pouvoir trouver une solution au chômage, le gouvernement doit comprendre l'énormité du problème auquel le Canada fait face. Tenter d'enrayer l'inflation en créant du chômage n'a pas marché dans d'autres pays; cela ne marchera pas au Canada. La politique du gouvernement est mauvaise: on n'enraie pas l'inflation en créant un chômage généralisé. Il m'est facile de critiquer l'inaction du gouvernement depuis environ un an, mais c'est l'avenir qui importe maintenant. D'ici, où allons-nous en tant que nation? Que pouvons-nous faire pour instaurer une politique apte non seulement à corriger la situation actuelle mais aussi à éviter qu'une situation analogue se reproduise dans les années à venir?

Comme l'a demandé aujourd'hui le chef de l'opposition, M. Stanfield, il est essentiel de réduire les impôts et il est primordial, pour le bien du pays, que le ministre des Finances s'efforce de procéder immédiatement à ces réductions. Même si ces mesures sont prises immédiate-